



RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal

Présents

Catherine Moureaux, *Président du Conseil* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, *Conseillers communaux* ;
Carine Van Campenhout, *Secrétaire adjoint*.

Excusés

Jef Van Damme, *Échevin(e)* ;
Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Hicham Chakir, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Abdallah Kanfaoui, *Conseillers communaux* ;
Jacques De Winne, *Secrétaire communal*.

Séance du 27.05.20

#Objet : Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Majoros, Conseiller communal ECOLO SAMEN, concernant les conséquences graves de la crise sanitaire sur la situation des CPAS, des travailleurs précaires et des personnes sans-papiers, et sur les manières d'y remédier.#

Séance publique

Organisation générale

LE CONSEIL,

Considérant le développement d'une crise sociale, conséquente à la crise sanitaire ;
Considérant que la crise du Covid 19 et les mesures de confinement ont eu, pour effet immédiat, la mise à l'arrêt de pans entiers de l'économie formelle mais également informelle ;
Considérant la fermeture des commerces dits non-essentiels, depuis près de deux mois et l'annulation de tous les événements culturels et artistiques qui impactent sévèrement des milliers de travailleur.e.s aux statuts déjà très précaires ;
Considérant le nombre croissant de ménages et de personnes isolées qui ont perdu une partie ou la totalité de leurs revenus ;
Considérant les mesures prises par les différents gouvernements - le moratoire des expulsions, la prolongation de la période hivernale - judicieuses mais insuffisantes pour répondre à la détresse des familles et des isolés ;
Considérant que la situation sanitaire et le défi collectif du confinement auxquels l'ensemble des habitant.e.s de notre commune fait actuellement face, nécessite une réponse identique pour tou.te.s et indépendante de leur situation administrative ;
Considérant la motion du 21 mars 2018 déclarant Molenbeek « commune hospitalière » ;
Considérant que de nombreux acteurs de la commune de Molenbeek sont engagés dans le soutien des personnes sans titre de séjour ;
Considérant qu'au Conseil communal du 22 avril, la Commune de Molenbeek a approuvé une convention d'occupation temporaire d'un bâtiment privé pour l'occupation de personnes sans-papiers, avenue Jean Dubrucq, avec le soutien de la COCOM ;

Considérant que les personnes sans titre de séjour doivent avoir accès aux masques, dépistages et tracing au même titre que l'ensemble de la population et ce, sans risques de poursuite de l'Office des Etrangers ;

Considérant que la régularisation pour ces personnes qui résident et travaillent déjà dans notre commune leur permettra d'avoir accès à notre système de protection sociale eu égard à la pandémie de covid-19 et, à terme, de pouvoir jouir d'un emploi déclaré, d'un accès à un logement ou encore d'une scolarité complète pour leurs enfants et est donc bénéfique pour la société tout entière ;

Considérant la pauvreté grandissante de ces travailleurs précaires et sans-papiers et le risque de surendettement et d'exclusion à long terme ;

Considérant enfin que l'égalité de toutes et tous, fondement essentiel de notre société et indispensable à sa survie, est donc d'autant plus mise à mal en cette période de crise sanitaire ;

Considérant les dispositions de la Convention d'Istanbul relatives à l'élimination des violences faites aux femmes, notamment sur l'article 4 : "La mise en œuvre des dispositions de la présente Convention par les Parties, en particulier les mesures visant à protéger les droits des victimes, doit être assurée sans discrimination aucune, fondée notamment sur le sexe, le genre, la race, la couleur, la langue, la religion, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, l'appartenance à une minorité nationale, la fortune, la naissance, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'âge, l'état de santé, le handicap, le statut marital, le statut de migrant ou de réfugié, ou toute autre situation."

DECIDE :

Article 1:

De demander aux autorités fédérales d'élargir l'accès au tarif social gaz/énergie et de refinancer le fonds gaz et électricité ;

Article 2 :

De demander aux autorités fédérales de soutenir tous les CPAS du pays en remboursant le RI (revenu d'intégration) à hauteur de 90% (au lieu de 70%) afin de leur permettre de répondre favorablement à l'urgence du terrain ;

Article 3 :

De demander aux autorités fédérales d'octroyer automatiquement un complément exceptionnel renouvelable mensuellement le temps du confinement (tant que des secteurs d'activités seront à l'arrêt et que les écoles et repas scolaires n'auront pas repris) à tous les bénéficiaires d'allocations sociales (bénéficiaires du RI(S), de la GRAPA, d'une allocation invalidité, de revenu de remplacement...) ;

Article 4 :

De demander aux autorités fédérales de suspendre toute procédure d'éloignement ou toute demande de délivrance d'ordres de quitter le territoire pendant l'épidémie du coronavirus ;

Article 5 :

D'exhorter le Gouvernement fédéral à reconnaître l'épidémie mondiale de coronavirus (Covid – 19) comme « circonstance exceptionnelle », tel que mentionné à l'article 9bis de la Loi du 15 décembre 1980, afin de régulariser la situation des personnes sans papiers présentes sur notre territoire depuis une période d'au moins un an, ceci afin de leur garantir l'accès aux services de santé nationaux, aux prestations sociales, aux comptes bancaires et aux contrats de travail et de location.

Article 6 :

D'exiger du Gouvernement fédéral de modifier la Loi du 15 décembre 1980 (régissant l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers), en fixant des critères de régularisation objectifs, clairs et transparents permettant l'octroi du titre de séjour prévu à l'article 9bis de la Loi du 15 décembre 1980. Ces critères devront être mis en œuvre par une commission indépendante dans le cadre d'une procédure unique et structurelle.

Article 7 :

De demander aux autorités régionales d'augmenter la capacité des parcours d'accueil et de prévoir les budgets à la hauteur de l'enjeu afin de contribuer à l'insertion socio-professionnelle des primo-arrivants ;

Article 8 :

De s'assurer que des masques de protection soient distribués aux personnes ne disposant de numéro de registre national et que les informations à ce sujet continuent à être transmises dans un large éventail de langues.

37 votants : 25 votes positifs, 1 vote négatif, 11 abstentions.

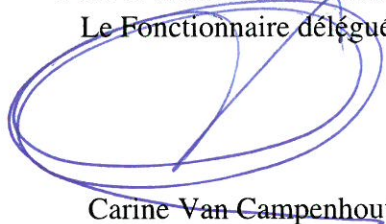
AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire adjoint,
(s) Carine Van Campenhout

Le Président du Conseil,
(s) Catherine Moureaux

POUR EXTRAIT CONFORME
MOLENBEEK-SAINT-JEAN, le 29 mai 2020

Pour le Secrétaire communal,
Le Fonctionnaire délégué,


Carine Van Campenhout



La Bourgmestre,


Catherine Moureaux

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Catherine Moureaux, *Voorzitter van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Schepenen* ;
Jamal Ikazban, Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Leonidas Papadiz, Karim Majoros, Hassan Ouassari, Carine Liekendael, Hind Addi, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Rachid Mahdaoui, Khalil Boufraquech, Leila AGIC, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laurent Mutambayi, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Joke Vandenbempt, Rajae Maouane, Théophile Emile Taelemans, Didier Fabien Willy Milis, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, *Gemeenteraadsleden* ;
Carine Van Campenhout, *Adjunct-secretaris*.

Verontschuldigd

Jef Van Damme, *Schepen* ;
Ann Gilles-Goris, Tania Dekens, Hicham Chakir, Mohamed Amine Akrouh, Khadija Zamouri, Pascal Paul Duquesne, Abdallah Kanfaoui, *Gemeenteraadsleden* ;
Jacques De Winne, *Gemeentesecretaris*.

Zitting van 27.05.20

#Onderwerp : Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer Majoros, Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over de ernstige gevolgen van de gezondheidscrisis voor de situatie van OCMW's, preciaire werknemers en personen zonder papieren, en over manieren om deze te verhelpen.#

Openbare zitting

Algemene organisatie**DE RAAD,**

Gezien de ontwikkeling van een sociale crisis als gevolg van de gezondheidscrisis ;
Gezien het feit dat de Covid 19-crisis en de inperkingsmaatregelen als onmiddellijk gevolg hebben gehad dat hele delen van de formele maar ook informele economie zijn stilgelegd;
Gezien de sluiting van zogenaamde niet-essentiële bedrijven gedurende bijna twee maanden en de annulering van alle culturele en artistieke evenementen die een ernstige impact hebben op duizenden werknemers met een reeds zeer preciaire status;
Gezien het groeiende aantal huishoudens en geïsoleerde personen die een deel of het geheel van hun inkomen hebben verloren;
Gezien de maatregelen die door de verschillende regeringen zijn genomen - het moratorium op uitzettingen, de verlenging van de winterperiode - is dit gerechtelijk, maar onvoldoende om te kunnen reageren op het leed van gezinnen en geïsoleerde personen;
Gezien het feit dat de gezondheidssituatie en de collectieve uitdaging van opsluiting waar alle inwoners van onze gemeente momenteel mee te maken hebben, een identiek antwoord voor iedereen vereist en onafhankelijk van hun administratieve situatie;
Gezien de motie van 21 maart 2018 om Molenbeek tot gastvrije gemeente te verklaren;
Gezien het feit dat veel actoren in de gemeente Molenbeek betrokken zijn bij de ondersteuning van mensen zonder verblijfsvergunning;
Gezien het feit dat de gemeente Molenbeek op de gemeenteraad van 22 april een overeenkomst heeft goedgekeurd voor de tijdelijke bewoning van een privé-gebouw voor de bewoning van personen zonder papieren,

Jean Dubrucqlaan, met de steun van COCOM ;

Gezien het feit dat personen zonder verblijfsvergunning toegang moeten hebben tot maskers, screening en tracering op dezelfde basis als de gehele bevolking, zonder het risico van vervolging door de "dienst vreemdelingenzaken" ;

Aangezien de regularisatie van deze mensen die al in onze gemeente wonen en werken, hen in staat zal stellen om toegang te krijgen tot ons systeem van sociale bescherming met het oog op de covid-19-pandemie en om op lange termijn te kunnen genieten van verklaarde werkgelegenheid, toegang tot huisvesting of zelfs volledige scholing voor hun kinderen en dus gunstig is voor de samenleving als geheel;

Gezien de toenemende armoede van deze onzekere en ongedocumenteerde werknemers en het risico op langdurige overmatige schuldenlast en uitsluiting;

Als we ten slotte bedenken dat de gelijkheid van iedereen, een essentieel fundament van onze samenleving en onmisbaar voor het voortbestaan ervan, in deze periode van gezondheidscrisis des te meer in het gedrang komt;

Gezien de bepalingen van het Verdrag van Istanbul inzake de uitbanning van geweld tegen vrouwen, met name artikel 4: "De tenuitvoerlegging van de bepalingen van dit verdrag door de partijen, met name de maatregelen ter bescherming van de rechten van de slachtoffers, wordt gewaarborgd zonder enige vorm van discriminatie, zoals geslacht, geslacht, ras, huidskleur, taal, godsdienst, politieke of andere overtuiging, nationale of sociale afkomst, het behoren tot een nationale minderheid, vermogen, geboorte, seksuele geaardheid, geslachtsidentiteit, leeftijd, gezondheidstoestand, handicap, burgerlijke staat, migranten- of vluchtelingenstatus of enige andere status. "

BESLUIT :

Artikel 1 :

De federale overheid vragen om de toegang tot het sociaal gas- en energietarief te verlengen en het gas- en elektriciteitsfonds te herfinancieren;

Artikel 2 :

De federale overheid vragen om alle OCMW's van het land te ondersteunen door het RI (integratie-inkomen) tot 90% (in plaats van 70%) terug te betalen, zodat ze positief kunnen reageren op de noodsituatie ter plaatse;

Artikel 3 :

De federale overheid vragen om automatisch een uitzonderlijke toeslag toe te kennen, die maandelijks kan worden verlengd voor de duur van de opsluiting (zolang de activiteitensectoren stilstaan en de scholen en schoolmaaltijden niet zijn hervat) aan alle begunstigen van sociale uitkeringen (begunstigen van de RI(S), de GRAPA, een invaliditeitsuitkering, een vervangingsinkomen, enz;)

Artikel 4 :

De federale overheid vragen om elke verwijderingsprocedure of elk verzoek tot het uitvaardigen van een bevel om het grondgebied te verlaten tijdens de coronavirusepidemie op te schorten;

Artikel 5 :

De federale regering aansporen om de wereldwijde coronavirus epidemie (Covid-19) te erkennen als een "uitzonderlijke omstandigheid", zoals vermeld in artikel 9bis van de wet van 15 december 1980, om de situatie van mensen zonder papieren die op ons grondgebied aanwezig zijn voor een periode van minstens een jaar te regulariseren, om hen toegang te garanderen tot de nationale gezondheidsdiensten, sociale uitkeringen, bankrekeningen en arbeids- en huurcontracten.

Artikel 6 :

De federale regering verplichten om de wet van 15 december 1980 (betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen) te wijzigen door objectieve, duidelijke en transparante regularisatiecriteria vast te stellen die het mogelijk maken om de in artikel 9bis van de wet van 15 december 1980 bedoelde verblijfsvergunning te verlenen. Deze criteria zullen door een onafhankelijke commissie in het kader van één enkele en structurele procedure moeten worden toegepast.

Artikel 7 :

De regionale autoriteiten vragen om de capaciteit van de opvangtrajecten te vergroten en om budgetten ter beschikking te stellen die in verhouding staan tot de belangen die op het spel staan, teneinde bij te dragen aan de sociaal-professionele integratie van nieuwkomers;

Artikel 8 :

Om ervoor te zorgen dat beschermingsmaskers worden verspreid onder personen die geen nationaal registratienummer hebben en dat informatie over dit onderwerp in een groot aantal talen blijft worden doorgegeven.

37 stemmers : 25 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 11 onthoudingen.

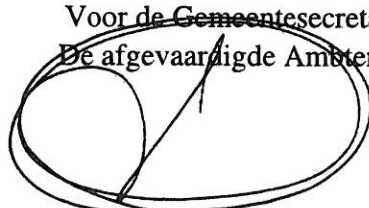
ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Adjunct-secretaris,
(g) Carine Van Campenhout

De Voorzitter van de Raad,
(g) Catherine Moureaux

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
SINT-JANS-MOLENBEEK, 29 mei 2020

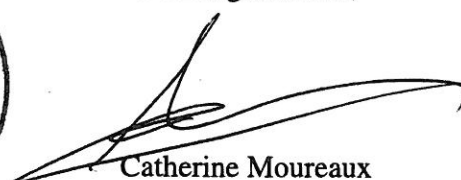
Voor de Gemeentesecretaris,
De afgevaardigde Ambtenaar,



Carine Van Campenhout



De Burgemeester,



Catherine Moureaux

